

Monsieur le Premier Ministre,

Chers Collègues du Gouvernement,

Mesdames, Messieurs les Parlementaires,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Institutions Financières  
Internationales,

Monsieur le Gouverneur,

Madame, Messieurs les Membres du nouveau Conseil,

Messieurs les Membres du Conseil sortant,

Monsieur le Président de l'APB,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Organisations de la Société Civile,

Mesdames, Messieurs les Directeurs Généraux du système bancaire et des  
Institutions de Micro Finance,

Mesdames, Messieurs les Directeurs et personnel de la BRH,

Mesdames, Messieurs les hauts cadres de l'administration publique haïtienne,

Distingués Membres de la Presse,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Il me revient aujourd'hui de prendre la parole au nom du Président de la République, Son Excellence Monsieur Michel Joseph MARTELLY et du Premier Ministre, Monsieur Evans Paul ici présent, en vue de procéder à l'installation des Membres du Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti. Permettez que je commence par féliciter les membres de ce nouveau Conseil d'Administration d'être investis de la confiance du Président de la République, garant de la bonne marche des institutions, pour porter la mission et assurer la gestion de l'une des plus importantes et plus prestigieuses institutions de la République.

Mesdames, Messieurs,

Le rôle d'une Banque Centrale dans une économie ouverte et dépendante, aux structures économiques faibles, dominée par des valeurs de rente, est particulièrement délicate. Je me permets de rappeler à l'occasion les missions fondamentales de la Banque Centrale qui sont de : a) de défendre la valeur interne et externe de la monnaie nationale; b) d'assurer l'efficacité, le développement et l'intégrité du système de paiements; c) d'assurer la stabilité du système financier; c) d'assurer les fonctions de banquier, caissier et agent fiscal de l'État.

Nous devons reconnaître que notre Banque Centrale s'est signalée au cours des dernières années pour ses efforts en vue de renforcer sa situation financière, de contribuer au relèvement d'une économie et d'un système bancaire fortement affecté par le séisme, d'accompagner la réforme du Trésor qui doit déboucher sur plus d'efficacité et un meilleur contrôle de la gestion financière de l'Etat.

Une gestion efficace et efficiente des finances publiques passe par la maîtrise des liquidités dont dispose l'Etat pour exécuter d'une manière rationnelle ses programmes de dépenses. C'est dans cette optique, que la mise en place du Compte Unique du Trésor (CUT) a été considérée comme l'une des priorités du gouvernement actuel. En effet, l'année 2015 témoigne de la mise en production réelle du CUT initiée depuis environ quatre ans. Nous tenons alors, à l'occasion de l'installation de ce nouveau Conseil d'Administration, à remercier le Conseil sortant pour les efforts déployés par les services de la BRH et leur collaboration avec les services du MEF afin de faire aboutir cet important chantier de réforme des finances publiques. Le CUT constituera ainsi, à n'en point douter, un instrument efficace pour une meilleure gestion de la trésorerie de l'Etat en rendant les fonds du trésor fongibles dans un seul compte et accessibles à tout moment pour faire face aux dépenses de l'Etat dans des délais plus raisonnables.

Plusieurs initiatives sont à l'actif de la BRH. Que ce soit pour relancer le crédit, pour renforcer sa situation financière, pour appuyer des secteurs d'activité (construction, tourisme), pour renforcer le prestige de l'institution. En effet, la BRH a pu réhabiliter ses locaux après le séisme et poursuivre des investissements qui rehaussent le prestige de la Banque et aussi plus largement, celui de de l'Etat. De plus, le nombre de prêts octroyés par les banques a augmenté de 51%, entre septembre 2010 et juin 2015 passant de 70.000 à 105 000 même s'il faut convenir que l'intermédiation est encore très limitée; les indicateurs de profitabilité sont aussi en nette amélioration avec un retour sur actif passant de 1.38 en 2011 à 1.74 en juin 2015 mais cette hausse est plus rapide sur l'année 2015 ou le ROA passe de 1.54 en fin septembre 2014 à 1.74 en juin 2015. En définitive, la BRH a su projeter durant ces dernières années une image satisfaisante. Cependant, il

convient de noter que beaucoup reste à faire pour faire face aux défis actuels d'une économie aux déséquilibres structurels importants et en proie à des fragilités sociales, économiques, environnementales et climatiques. La prospérité évidente et rapide du système bancaire sur cette période de repli de la croissance et de dépréciation du change interpelle sur l'efficacité du système de régulation et dénote un décrochage préoccupant entre les sphères réelle et financière de l'économie.

Il convient aussi de noter que si les rentrées substantielles de devises qui ont suivi le séisme ont permis d'accumuler des réserves nettes de change, de nouveaux défis se présentent actuellement qui mettent à rude épreuve la conduite d'une politique monétaire efficace. Tel un processus d'atterrissage sur fonds de déséquilibre et de chocs provenant de la baisse des ressources tirées de Petro Caribe et de repli de l'offre agricole, à cause des problèmes climatiques, la situation actuelle exige des ajustements importants qui doivent être appréhendés dans l'immédiat, sur le court terme et sur le moyen terme. Elle illustre aussi fortement que les sphères économiques et monétaires évoluent normalement en interdépendance. Elle rappelle surtout que, autant l'autonomie et l'indépendance sont importantes pour la crédibilité de la Banque Centrale, autant la concertation sur les décisions de politique économique, sur les objectifs et effets attendus de ces politiques est importante pour garantir leur efficacité.

Je dois souligner qu'une monnaie stable repose avant tout sur des institutions fortes et compétentes qui pilotent les dynamiques économiques, sociales et politiques. La monnaie ne s'accommode pas avec l'incertitude et se rémunère du risque. Autant dire combien la situation actuelle requiert la sérénité et le sens

civique. Chaque agent du système a la responsabilité d'éviter d'alimenter des anticipations négatives et auto réalisatrices. La dynamique du change dans les conditions actuelles repose fortement sur la confiance et la responsabilité assumée des différents acteurs du système.

Distingués membres du Conseil,

Vous êtes face à des défis importants, votre compétence, votre engagement, votre sagesse et votre vigilance sont des atouts essentiels pour nous permettre d'y faire face. Le Ministère de l'Economie et des Finances, conjointement avec la Banque Centrale ont convenu d'un cadre de politiques et de réformes avec le FMI en vue d'assurer la stabilité macroéconomique et les conditions pour une croissance durable. Le MEF confirme son engagement pour la poursuite du programme de réformes des finances publiques et de la Gouvernance économique, pour une gestion prudente des finances publiques qui confirme des avancées sur la consolidation budgétaire sur laquelle nous progressons et aussi la mise en œuvre d'un programme ambitieux mais réaliste de mobilisation de ressources fiscales et sur de nouveaux outils de financement alternatifs et innovants pour les investissements publics stratégiques et aussi en support aux initiatives privées. Le MEF compte sur le support de la BRH dans la mise en œuvre de ces initiatives. Reproduire le même schéma d'intervention nous condamne à des résultats limités. Il nous faut des politiques prudentes mais suffisamment ambitieuses pour nous sortir réellement du cycle de la stabilisation entretenu

depuis 34 ans comme système unique et exclusif de gestion de l'économie et créer les conditions véritables pour le développement du secteur privé.

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil,

Nous comptons sur vous pour poursuivre une gestion saine de la BRH, une régulation efficace du système bancaire pour continuer à le renforcer et à éviter toute dérive et abus de position au détriment du bien-être collectif. Nous comptons sur une politique facilitant la redynamisation du crédit particulièrement pour les PME et dans le secteur agricole. Pour cela, la discipline fiscale est un point de départ, et, la politique affirmée du Gouvernement pour améliorer la gestion et le fonctionnement du système des finances publiques est un acquis. La réforme de l'EDH et du secteur de l'énergie est dans cette dynamique un passage obligé et nous profitons encore pour un appel à la collaboration des acteurs concernés car nous ne pouvons envisager un cadre macroéconomique sain sans défaire les finances publiques de l'emprise néfaste des subventions au secteur de l'énergie. Ne pas soutenir cette réforme est un acte d'agression contre le bien-être collectif. La réalité est que sur chaque gourde collectée par les administrations fiscales en 2014, plus de 20 centimes sont absorbés par l'EDH, ce qui est de loin plus important que la part consacrée aux dépenses d'investissement.

Une collaboration continue est souhaitée avec la BRH pour la finalisation du CUT, la modernisation des moyens de paiement du Trésor Public notamment le

paiement des agents publics par virement bancaire (en progression), le renforcement du marché primaire de bons du trésor et le développement du marché secondaire.

Le CUT est lancé certes, mais le processus n'est pas totalement achevé. Pour en tirer pleinement profit, son périmètre doit être élargi à tous les comptes ouverts aux noms des entités du secteur public aussi bien à la BRH qu'aux autres banques commerciales. Son bon fonctionnement ne peut être garanti que par la rationalisation de la chaîne de la dépense publique et une programmation efficace des dépenses par les ministères sectoriels. Nous comptons donc sur la collaboration des services de la BRH à travers son conseil d'administration pour parcourir ensemble le chemin restant.

Dans la situation actuelle, une meilleure coordination des politiques doit être promue pour permettre une plus grande efficacité en facilitant la prise en compte des conditions techniques et une meilleure intégration des politiques au bénéfice de la dynamisation de la croissance économique et du bien-être des citoyens.

Il faut noter que depuis les années 80, le mode de régulation privilégié est monétaire et financier. Les acteurs sociaux et économiques ne sont pas suffisamment responsabilisés quant à leur rôle. Les systèmes d'organisation et de répartition ne garantissent pas encore l'inclusion nécessaire et pas toujours les droits et l'intérêt collectifs. Un changement de comportement est indispensable, une meilleure coordination et concertation interinstitutionnelle est nécessaire pour assurer une régulation structurelle adéquate. Il faudra un diagnostic plus englobant qui inclut une analyse en profondeur, notamment de la microstructure du marché des changes et du niveau de concurrence. Les institutions devront se

doter des moyens et capacités pour promouvoir le bien-être collectif en abordant de manière résolue les réformes adéquates.

Le diagnostic facile est que les dépenses publiques sont la source du problème et la réponse préconisée est que la Banque Centrale injecte plus de dollars sur le marché et que l'Etat réduise son niveau de dépenses. Mais jusqu'où le Trésor peut-il continuer à réduire les dépenses publiques dans les conditions actuelles de grande fragilité économique et sociale? Rappelons que le niveau des dépenses de l'Etat a diminué de 14 points de pourcentage en quatre ans passant de 36% à environ 22% en 2015. Jusqu'où la Banque Centrale peut-elle aller en se délestant de ses réserves? Il y a des mesures plus difficiles qui doivent s'attaquer aux sources du problème touchant le comportement des acteurs, la qualité de la dépense, afin d'accompagner la modernisation économique et tout le travail en cours au MEF traduit cette prise en compte des enjeux. A signaler que des potentiels extraordinaires et des marchés existent mais, il manque : la concertation sur les politiques économiques, sur les outils, la motivation appropriée des acteurs sans laquelle aucune avancée n'est possible.

La mise en place d'un Conseil de la Politique économique est une initiative adoptée dans plusieurs pays conscients de cette nécessité de coordination et de veille systématique sur les stratégies économiques si un pays veut contempler des progrès économiques durables. Nous devons créer dans les meilleurs délais une structure similaire pour favoriser une coordination adéquate entre les institutions impliquées dans la gestion de l'économie et pour une meilleure gouvernance du système.



Mesdames, Messieurs,

La BRH n'a pas pu réaliser des progrès sans le support des partenaires du système. Je vous invite à renforcer cette collaboration autour des « pactes pour l'emploi et la croissance économique inclusive (PECEI) » promus par le gouvernement où chacun s'engage à jouer sa partition pour une Haïti émergente à l'horizon 2030. La contrainte de financement est réelle, le taux de transformation des dépôts en crédit doit être amélioré. Plusieurs de vos initiatives marquent votre implication mais celle-ci devrait se renforcer. Aussi, des formes d'engagement utiles et profitables sont à développer. Un exemple serait pour chaque banque de faire le choix d'être championne dans un pan d'activité tout en limitant son exposition globale au risque et ainsi contribuer par son implication au développement d'un champ d'activité économique (la pêche et le conditionnement, les services touristiques dans une zone, une petite industrie, les nouvelles technologies, l'accompagnement de champions à l'exportation sur un produit particulier etc. ....).

Le Gouvernement a aussi fait le pari d'améliorer substantiellement le climat des affaires. Plusieurs actions sont initiées, sans coordination. Actuellement, un groupe intersectoriel est mis en place pour coordonner les efforts et, un plan d'action concerté devra permettre d'avancer plus rapidement en conjuguant nos efforts. L'amélioration de l'environnement des affaires reste un objectif qui requiert la collaboration de chacun, chaque institution, chaque citoyen...

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil sortant,

Vous aviez fait œuvre qui vaille. Ceux qui partent, les Gouverneurs Castel et Duroseau sont des ressources exceptionnelles que ce pays a intérêt à mettre à profit et ne devrait pas se permettre de perdre. Chacun a avec lui une carrière de plus de 20 ans dans le système bancaire. Le Gouverneur contemple des réalisations importantes et a le mérite d'avoir maintenu et contribué à renforcer la stabilité du système bancaire mais sa consolidation est une œuvre qui dépasse la BRH. Cette réalité plaide pour une implication effective de chaque institution dans sa sphère d'action spécifique car le succès durable ne peut être que collectif dans le domaine de l'économie. Monsieur Fritz Duroseau est un économiste ouvert et son expérience, ses compétences avérées devront être valorisées au profit du renforcement de la gestion et de la gouvernance économique et financière du pays.

Il faut noter aussi que le succès de la BRH repose en grande partie sur la qualité, la discipline et l'engagement de ses ressources humaines. Nous félicitons et encourageons votre politique de formation continue des cadres de l'institution et vous invitons à continuer à renforcer les politiques de promotion du personnel sur la base du mérite.

Je voudrais pour finir inviter l'APB, les institutions et associations œuvrant dans le domaine de la micro finance, les partenaires techniques et financiers internationaux et plus largement la Communauté Internationale à collaborer avec la nouvelle équipe dans ce contexte lourd de défis pour permettre de consolider la stabilité macroéconomique et assurer l'atteinte de nos objectifs d'une forte

croissance économique accompagnée de création d'emplois et de réduction de la pauvreté.

Mesdames, Messieurs,

C'est le moment des fêtes, c'est le moment des vœux. Il est révélateur que ce nouveau conseil arrive à un moment critique de la vie de l'institution où des changements en profondeur des structures de l'économie sont attendus en vue de marquer la rupture d'avec certaines façons de faire et inscrire durablement le pays sur la voie de l'émergence à l'horizon 2030 comme chacun d'entre nous l'appelle de ses vœux. Souhaitons donc bonne chance à cette nouvelle équipe et à toute l'équipe de la BRH qui va avoir la lourde responsabilité de conduire les destinées de l'institution.

Que les Dieux tutélaires de la nation vous accompagnent et guident vos actions en vue de la rédemption nationale.

Je vous remercie.